

IL VEUT TOUT CASSER !

Parce que toutes les garanties
sont attaquées, défendons-nous
TOUS ENSEMBLE,
PUBLIC ET PRIVE !



Le gouvernement a décidé de mettre en cause le statut pour 5 millions de fonctionnaires, en développant la précarité, le salaire au mérite et la « mobilité » imposée.

Le gouvernement annonce en même temps la fin du statut des cheminots (les nouvelles embauches se feraient hors statut). Macron se dit prêt à utiliser les Ordonnances pour passer en force.

Président, gouvernement et médias voudraient faire croire qu'il s'agirait « d'améliorer le service aux usagers ».



En quoi casser toute protection pour un cheminot va faire arriver les trains à l'heure ??

Comme si ce n'étaient pas les gouvernements qui avaient organisé la dégradation des lignes et matériels, qui avaient supprimé les emplois SNCF et impulsé une privatisation rampante.

En quoi casser le statut de la fonction publique et organiser les fermetures permettraient un meilleur service public garantissant l'égalité de traitement de tous ??

Chacun sait que ce sont ces gouvernements, pour prioriser la finance, qui taillent dans les services publics, regroupent, ferment, et privatisent à tour de bras... Cela a des

conséquences pour tous. Exemple : quand il y a 2 centimètres de neige le pays est paralysé... !

MACRON a commencé par casser le Code du travail qui est le socle des droits collectifs pour tous les salariés... et maintenant il attaque les statuts.

Tous les salariés ont un « statut » : dans le privé ce sont les Conventions Collectives, codifiant les droits collectifs dans chaque branche. Actuellement, les branches patronales passent à l'offensive pour remettre en cause ces Conventions Collectives.

Tout le monde du travail, privé comme public est attaqué... et demain ils veulent s'en prendre à tous les acquis sociaux (rémunérations, temps de travail, protection sociale...). Partout les droits syndicaux et les Instances Représentatives (DP, CHSCT, CE) sont remises en cause.

MACRON (et son sbire DELEVOYE) ne se limitent pas à faire les poches aux retraités avec l'augmentation de la CSG, ils veulent maintenant casser toutes les pensions en instaurant la retraite par points.



**Face à cette attaque globale,
il faut une réponse globale :**

**JEUDI 22 MARS
GREVÈ ET MANIFESTATIONS**

POUR DEFENDRE :

- nos conventions collectives, nos statuts.
- nos droits syndicaux et nos CHSCT.
- nos services publics.
- nos pensions, en refusant la retraite par point.
- abrogation des lois Rebsamen, El Khomri et des ordonnances Macron.

ROUEN 10h Cours Clémenceau.

LE HAVRE 10 h 30 Franklin

DIEPPE 10h30 Sous-préfecture

La CGT invite les salariés de tous les secteurs à se réunir, à débattre, à définir leurs revendications et à discuter des suites du 22, y compris la reconduction, pour construire le rapport de force indispensable